



Manifestation d'intermittents du spectacle à Marseille en juin 2014.



Jérôme Clément

Vous datez la désaffection des politiques pour la culture à la présidence de Nicolas Sarkozy.

Quand le ministère de la Culture a été créé en 1959, De Gaulle avait nommé Malraux ministre d'Etat, numéro deux du gouvernement. On croyait alors que la culture resterait toujours au cœur de la politique. Avec Sarkozy, on est passé à une autre époque. Il s'en foutait de la culture. Son sujet, c'était l'argent. La forme la plus dégradée d'une politique de droite. On pensait que ça changerait si la gauche revenait au pouvoir. Mais avec François Hollande la politique culturelle est restée semblable. Il a même procédé à une dimi-

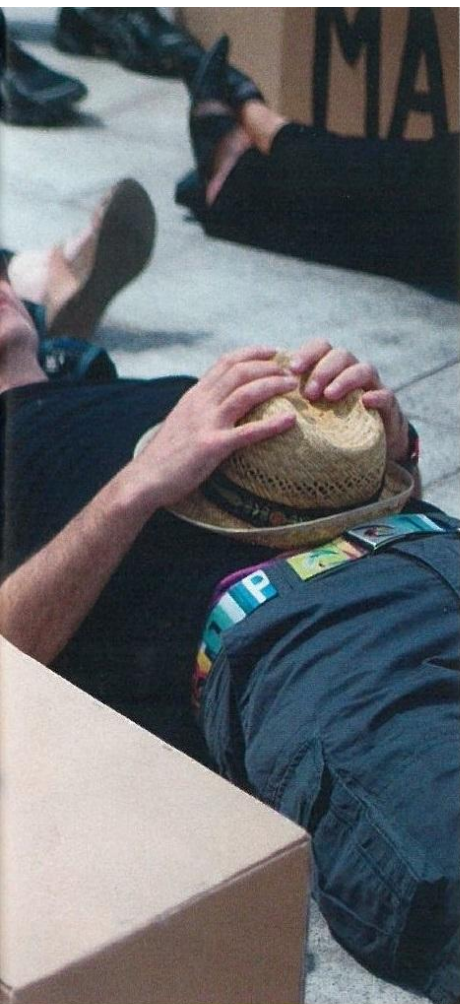
L'ex-patron d'Arte publie "l'Urgence culturelle", un essai cinglant contre la soumission des politiques au libéralisme depuis la présidence Sarkozy. Explications

**PROPOS RECUEILLIS
PAR JACQUES NERSON**

nution des crédits que Sarkozy n'avait pas osé infliger. C'est vrai que la crise s'était aggravée, mais quand même ! Depuis, à aucun moment dans l'élaboration du discours de la gauche, la culture n'a fait l'objet d'une réflexion. Quel rôle peut-elle jouer en période de crise, dans une société en mutation ? J'ai tendu l'oreille mais n'ai rien entendu. Depuis Sarkozy, le discours économiste a tout envahi.

Pourtant Sarkozy a pour épouse une artiste de variété, et la compagne de Hollande est actrice...

Il y a souvent dissociation entre la vie privée et le discours politique. Même Lionel Jospin, marié à la philosophe Sylviane



L'« *entertainment* » l'a emporté sur le culturel. Cette orientation plaît à certains. Olivier Henrard, ancien conseiller de Sarkozy, voulait un ministère des industries culturelles rattaché au ministère de l'Économie.

Peut-on imputer cette dérive à la révolution numérique ?

Le numérique, c'est la langue d'Esopé : la pire et la meilleure des choses, selon l'usage qu'on en fait. L'essentiel reste les contenus, pas les tuyaux.

Alors ce sont les responsables politiques qui sont coupables ?

Même pas. Ils n'ont fait que se soumettre aux sondages. Par démagogie, ils suivent leur électorat au lieu de le précéder. On cherche une conception forte dans laquelle l'homme ne serait pas qu'une machine à consommer. Un rouleau compresseur est en marche qui normalise tout, et les politiques, dont le niveau culturel moyen a considérablement baissé, ne comprennent pas le danger ou n'ont pas envie de le comprendre. Ils commettent une grave erreur. Le philosophe italien Antonio Gramsci l'a démontré, pas d'hégémonie politique sans hégémonie culturelle. C'est inouï de penser que les politiques sont devenus des comptables. Des machines à vérifier qu'on est au-dessus ou au-dessous des 3%.

La gauche est-elle responsable d'un glissement vers l'élitisme ?

Savoir si la démocratisation a marché est une vraie question. La subvention du théâtre est peut-être un demi-succès mais certainement pas un échec. On dit toujours : « A quoi ça sert ? L'argent va toujours aux mêmes. » Et c'est vrai que pour les classes défavorisées on n'en fait pas assez. La tentation pour les artistes est de s'adresser toujours aux mêmes, c'est plus

facile. Mais si on n'avait rien fait ce serait pire. On peut agir. Quand je présidais le Théâtre du Châtelet, je me suis bagarré pour ne pas augmenter les tarifs, et le public de l'Est parisien est venu plus massivement qu'avant. Tenez, on se bat pour ouvrir les magasins le dimanche, on ferait mieux d'ouvrir les bibliothèques le soir et le dimanche : quand les gens ont le temps de lire. Tout ça, on ne l'entend pas dans la bouche des politiques. Mais ce n'est pas en baissant drastiquement les subventions, nationales ou locales, qu'on va améliorer les choses. Peut-on encore considérer que, dans un État riche comme le nôtre, la culture accessible à tous est un objectif politique ? La Culture est un service public qui a une mission aussi importante que l'Éducation nationale. Un besoin humain aussi fondamental que la qualité de l'air, les forêts, etc.

Qui a été notre plus grand ministre de la Culture ? Jack Lang ?

Oui, mais s'il n'y avait pas eu François Mitterrand derrière lui... En France, le rôle symbolique du président est primordial. Si le président s'en fout, la logique du marché balaie tout. A présent, trois ministres en quatre ans, ça n'a pas de sens. Ça prouve qu'on s'en fout. On ne cherche pas des gens qui ont une pensée, on fait un casting. Si c'est une trentenaire d'origine étrangère, jolie sur la photo, c'est parfait. Ce ne devrait pas être le critère.

Vous auriez aimé être ministre de la Culture ?

On me l'aurait proposé en début de quinquennat, j'aurais été tenté. Maintenant on est trop près de la présidentielle. A ce poste-là, pour faire quelque chose, il faut avoir quatre ou cinq ans devant soi. Mais je crois que la volonté politique peut influencer sur le cours des choses. Les politiques peuvent et doivent prendre des positions claires et fermes pour empêcher le libéralisme de boulotter la culture.

Manuel Valls a promis la sanctuarisation du budget de la Culture, c'est courageux.

Je le crois sincère, mais ça ne change pas les choses. D'abord parce que, dans le système français, le Premier ministre ne peut à lui seul infléchir la ligne. C'est au président de le faire. Le Premier ministre peut s'opposer à la baisse des crédits, régler le problème des intermittents, c'est très important. Mais c'est tout à fait insuffisant. □

« *L'Urgence culturelle* », par Jérôme Clément, Grasset, 256 p., 19 euros.

Lire l'intégralité de cet entretien sur BibliObs.com

Agacinski et assidu au théâtre, n'a pas fait d'étincelles dans le domaine de la culture. Le mal ne vient pas des gens en place, il est plus profond. Le libéralisme a gagné. Tous les gouvernements, de droite ou de gauche, se plient à ses règles. Le plus grand souci de Bruxelles est de supprimer les aides de l'État, de laisser faire le marché. Tous les cerveaux de nos hommes politiques sont lavés dans cette lessiveuse idéologique. Alors la culture est passée à la trappe. Plus personne ne pense, comme Mitterrand naguère ou même Chaban-Delmas, que l'homme se nourrit non pas seulement de ses richesses mais aussi de ses rêves.

Le personnel culturel n'a-t-il pas une part de responsabilité ?

J'ai travaillé au ministère de la Culture, il n'y avait pas là que des hommes de gauche. C'est dans le spectacle vivant et le cinéma qu'on en comptait le plus. Et encore, pas toujours. Mais l'époque était très politique. A présent beaucoup de gens n'ont pas d'opinions. La séparation de la culture et du politique s'est faite peu à peu. A cause du développement des industries culturelles. C'est pour ça que j'ai épinglé les rapports présentant la culture comme une activité économique comme une autre, et se concentrant uniquement sur combien ça rapporte et ça crée d'emplois.



Bio

Né en 1945 à Paris, énarque, Jérôme Clément a dirigé le Centre national du Cinéma (CNC), puis Arte. Il est directeur général de la fondation Alliance française depuis 2014.